

Les subsides

Nous ne sommes pas intéressés à entendre le ministre parler des projets de loi C-114 et 115 ou des programmes de formation qui vont être mis en place. Il sait fort bien que nous allons voter en faveur de ces mesures. Ce qui nous intéresse, c'est qu'il fasse quelque chose pour résoudre le dilemme auquel font face 200,000 étudiants.

Je ne suis pas en train de prétendre que le gouvernement peut remettre l'économie sur pied en 24 heures. Je sais fort bien que c'est irréaliste. Mais je ne suis pas certaine que l'on ait pris toutes les mesures possibles pour éviter la catastrophe de cet été.

Il ne faudrait pas sousestimer les problèmes que connaissent les étudiants, problèmes qui ont d'ailleurs empiré à cause des mesures prises récemment par le gouvernement. C'est en effet le gouvernement qui a réduit de 1.9 milliard de dollars les crédits des deux prochaines années pour l'enseignement post-secondaire. C'est lui qui a décidé ces coupures. Conséquence immédiate de cette décision: les frais de scolarité pour l'année prochaine vont grimper en flèche.

Les étudiants ont besoin de trouver immédiatement un emploi d'été plus rémunérateur et non pas l'inverse pour pouvoir retourner à l'université cet automne et payer des frais de scolarité accrus. Ils comptent sur ces emplois d'été pour gagner l'argent supplémentaire qu'il leur faut. Or, ils constatent qu'il n'y a pas d'emplois.

Il est un fait que les étudiants ne peuvent poursuivre leurs études en comptant uniquement sur les subventions ou les prêts du gouvernement. A ces prêts et subventions doit s'ajouter le revenu personnel, l'argent que gagnent les étudiants lorsqu'ils travaillent pendant l'été. Cependant, s'ils n'ont pas la possibilité de gagner cet argent, ce sont les étudiants qui proviennent de familles à revenu modeste ou moyen qui en souffrent le plus, car ils ne peuvent pas compter sur l'aide des parents pour payer leurs études l'année suivante. Étant donné la conjoncture économique, leurs parents parviennent déjà difficilement à boucler leur budget. Ces jeunes se trouvent donc non seulement confrontés à la triste perspective d'un été sans travail, mais, et c'est encore pire, de devoir quitter l'université non pas faute d'aptitudes, mais par manque d'argent. Cette situation laissera non seulement des marques sur chacun de nos jeunes, monsieur l'Orateur, mais elle empêchera le Canada de produire la main-d'œuvre spécialisée dont nous aurons besoin dans les années à venir. Dans l'intervalle, que dire à ces jeunes, à ces milliers de jeunes qui sont littéralement sidérés par la tournure des événements et qui cherchent désespérément un emploi? Comment leur expliquer que la situation actuelle et le climat qui règne au Canada aujourd'hui ne sont pas propices à la création d'emplois. En effet, ils reviendront à la charge en nous disant qu'il nous incombe, à nous, de créer ce climat.

● (2040)

Je constate à quel point c'est vrai tous les jours, dans ma circonscription de Kingston et les Îles, qui abrite des établissements bien connus comme l'Université Queen's le Collège militaire Royal et le Collège S. Lawrence. Dans ma circonscription, il y a environ 2,000 étudiants qui ne peuvent pas trouver de travail cet été et qui en cherchent désespérément. Ils

savent que les usines et entreprises habituelles n'offrent pas le même nombre d'emplois que l'an dernier. Ils savent qu'ils ne pourront pas trouver de travail dans les parcs ou les épiceries de leur localité, comme l'an dernier.

Je suis d'accord avec le ministre qui a déclaré plus tôt que nous devons tous nous efforcer d'aider le secteur privé, de le convaincre d'engager plus d'étudiants. Malheureusement, le secteur privé a été si malmené par la plupart des programmes du gouvernement que bon nombre d'entreprises ne peuvent plus se permettre de rester sur la corde raide comme elles le font d'habitude. Elles ne peuvent tout simplement pas se permettre d'engager 200,000 étudiants supplémentaires cet été, des étudiants d'été qui sont aujourd'hui sans travail. Du moins, elles ne peuvent pas le faire sans une aide gouvernementale supplémentaire.

Dix des collègues du ministre se sont bien rendu compte de la situation cette année, et ils ont écrit au premier ministre (M. Trudeau) à ce sujet. Voici ce qu'ils disaient dans leur lettre:

Malheureusement, le chômage exerce ses ravages chez les jeunes travailleurs plus particulièrement. Nous croyons que la solution logique à cet urgent problème qui réclame une attention immédiate, est d'aider l'entreprise privée à embaucher des jeunes travailleurs. Nous proposons de mettre sur pied un programme de subventions pour encourager les entreprises à créer des emplois pour les personnes de moins de 25 ans.

Ils ont pressé le premier ministre d'adopter le plus tôt possible les mesures qu'ils préconisaient. Mais, monsieur l'Orateur, le gouvernement fédéral n'a pas plus répondu à cette lettre qu'il n'a répondu à des suggestions semblables de la part de députés de l'opposition.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration sait bien que plusieurs gouvernements provinciaux, dont les gouvernements du Québec, de l'Alberta et du Manitoba, ont dit qu'ils songeaient à prendre des mesures spéciales pour venir en aide aux étudiants chômeurs. Dernièrement, le gouvernement du Québec a annoncé un programme de primes aux employeurs qui embaucheront des étudiants.

M. Axworthy: Ils ont annulé ce programme.

Mlle MacDonald: Le ministre affirme qu'ils ont annulé ce programme. Dans ce cas, je regrette que le gouvernement du Québec ait agi ainsi, car ce programme aurait atténué quelque peu la pénurie d'emplois offerts aux étudiants du Québec, comme à ceux des autres provinces.

Je voudrais rappeler au ministre—et ce n'est pas la première fois que je lui fais cette suggestion, que les provinces et le gouvernement fédéral peuvent, en dépit de l'heure tardive, élaborer conjointement des programmes, des programmes d'urgence pour créer de l'emploi. Je prie le ministre d'examiner ma proposition, car le temps presse, et de convoquer ses homologues provinciaux. Il pourrait le faire dès la semaine prochaine, voire même cette semaine. Les 11 ministres pourraient tenter de mettre au point des programmes qui aideraient l'entreprise privée à embaucher des étudiants, à leur offrir un emploi pour l'été. Il faudra un effort concerté, j'en suis consciente. Je sais que cela ne sera pas facile. Cependant, la collaboration dont a parlé plus tôt aujourd'hui mon collègue de Rosedale (M. Crombie) n'a jamais été aussi nécessaire qu'à l'heure actuelle.